



Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre et la période de neuf mois
clos le 31 décembre 2016



Compte rendu de la direction.....	1
Déclaration de responsabilité de la direction.....	11
États financiers intermédiaires résumés (non audités).....	12

**ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN
COMPTES RENDUS DE LA DIRECTION
POUR LE TRIMESTRE ET LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Le compte rendu de la direction présente les principales activités et initiatives ainsi que les risques et les résultats financiers importants de l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien (ACSTA) pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2016. Ce compte rendu devrait être lu en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés non audités de l'ACSTA pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2016, qui ont été préparés conformément à l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34). Ce compte rendu devrait aussi être lu conjointement avec le Rapport annuel de 2016 de l'ACSTA, le Rapport financier trimestriel pour le trimestre clos le 30 juin 2016 et le Rapport financier trimestriel pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2016 de l'ACSTA. Les informations communiquées dans le présent rapport sont exprimées en milliers de dollars canadiens et sont à jour au 22 février 2017, sauf indication contraire.

Déclarations prospectives

Les lecteurs sont avisés que le présent rapport renferme un certain nombre d'informations et de déclarations prospectives. Ces dernières contiennent des données qui sont généralement déclarées comme étant anticipées, prévues ou projetées par l'ACSTA. Elles comportent des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs pouvant faire en sorte que les résultats et le rendement réels de l'ACSTA diffèrent de manière significative de tout résultat ou toute performance futurs exprimés ou sous-entendus dans les informations prospectives en question.

Caractère significatif

En vue de déterminer les informations qui doivent être présentées dans ce rapport, la direction applique le concept de caractère significatif comme guide pour la présentation. La direction estime que des informations sont significatives s'il est vraisemblable que leur omission ou une anomalie les concernant, appréciée par rapport aux circonstances particulières, puisse influencer sur les décisions économiques prises par les intervenants de l'ACSTA.

APERÇU DE L'ORGANISATION

L'ACSTA est une société d'État mandataire chargée de fournir un contrôle efficace et efficient des personnes – ainsi que des biens en leur possession ou sous leur contrôle, ou des effets personnels ou des bagages qu'elles confient à un transporteur aérien en vue de leur transport – qui ont accès, par des points de contrôle, à un aéronef ou à une zone réglementée désignée. L'ACSTA doit aussi veiller à ce que le niveau de contrôle soit uniforme partout au Canada et exécuter les autres fonctions liées à la sûreté du transport aérien que le ministre des Transports, sous réserve des modalités qu'il détermine, lui confère. L'ACSTA doit exercer ses responsabilités dans l'intérêt public et en tenant compte des intérêts des voyageurs. Sa mission est de protéger le public en assurant la sûreté des aspects critiques du système de transport aérien tels qu'ils sont désignés par le gouvernement du Canada.

Pour ce faire, l'ACSTA assure des services de contrôle dans les quatre secteurs suivants :

- le contrôle préembarquement (CPE) : le contrôle des passagers, de leurs bagages de cabine et de leurs effets personnels;
- le contrôle des bagages enregistrés (CBE);
- le contrôle des non-passagers (CNP) : le contrôle aléatoire des non-passagers qui accèdent aux zones réglementées, y compris le contrôle des véhicules qui pénètrent dans les zones réglementées des aérodromes aux aéroports qui présentent des risques plus élevés;
- le programme de carte d'identité pour les zones réglementées (CIZR) : la gestion du contrôle de l'accès aux zones réglementées de l'aéroport, au moyen de données biométriques.

En plus des activités liées à son mandat, l'ACSTA a conclu une entente avec Transports Canada (TC) afin d'effectuer le contrôle du fret dans les petits aéroports. Ce programme vise à assurer le contrôle de quantités limitées de fret durant les périodes creuses en utilisant la technologie et les ressources existantes.

Avec l'appui de TC, l'ACSTA a conclu une entente d'essai avec l'autorité aéroportuaire du Grand Toronto (GTAA) pour la prestation de services du contrôle supplémentaire, en vigueur depuis le 5 octobre 2014. L'entente viendra à échéance le 31 mars 2017.

CONTEXTE OPÉRATIONNEL

La partie ci-après du rapport présente de l'information sur les changements importants qui sont survenus dans le contexte opérationnel de l'organisation depuis le 30 septembre 2016.

CHANGEMENT AU SEIN DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Comme nous l'avons indiqué dans le Rapport financier trimestriel précédent de l'organisation, le mandat du président du Conseil d'administration a pris fin en octobre 2016. À l'heure actuelle, le vice-président du Conseil remplit les attributions et les fonctions de président. Par ailleurs, le mandat du président et chef de la direction a pris fin en janvier 2017. Le Conseil a nommé le vice-président et chef de la technologie au poste de président et chef de la direction de façon intérimaire. .

CROISSANCE DU NOMBRE DE PASSAGERS ET HEURES DE CONTRÔLE

Selon les statistiques produites par le Système de sûreté des cartes d'embarquement de l'ACSTA, le nombre de personnes contrôlées au Canada a augmenté de 7,2 % au cours du trimestre clos le 31 décembre 2016 par rapport à la période correspondante de 2015, ce qui a entraîné une hausse des besoins d'heures de contrôle. Les taux de facturation des fournisseurs de services de contrôle augmenteront également pendant toute la période des ententes de services de contrôle aux aéroports, ce qui intensifie les pressions sur le budget des heures de contrôle de l'ACSTA. De plus, les fonds additionnels que l'ACSTA a reçus pour assurer le CNP dans le cadre du programme de CNP amélioré prendront fin le 31 mars 2017.

L'ACSTA collabore avec TC à l'élaboration d'une stratégie à long terme efficace du point de vue opérationnel pour le financement à prévoir au regard des augmentations non financées du nombre de passagers et des taux de facturation des fournisseurs de services de contrôle, et pour le programme de CNP.

RISQUE DE CHANGE

L'ACSTA est exposée à un risque de change, car elle prévoit acquérir des quantités importantes de matériels et de services auprès de fournisseurs étrangers au cours des prochaines années. Au cours du trimestre, l'ACSTA a réalisé ses premières opérations de couverture, qui ont été suivies de la mise en œuvre complète de sa stratégie de couverture en janvier 2017, en vue d'atténuer le risque de change et réduire au minimum l'incidence des fluctuations du taux de change entre les dollars américain et canadien sur son financement.

RISQUES ET INCERTITUDES

Aucun changement important n'a été apporté au profil de risque de l'organisation tel qu'il a été communiqué précédemment dans le *Rapport annuel 2016* et mis à jour dans le Rapport financier trimestriel de l'organisation pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2016.

ANALYSE DES RÉSULTATS FINANCIERS

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

La présente partie du rapport décrit les écarts importants constatés à l'état intermédiaire résumé du résultat global pour les trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2015 et 2016.

Points saillants financiers – État intermédiaire résumé du résultat global	Trimestres clos les				Périodes de neuf mois closes les			
	31 décembre		31 décembre		31 décembre		31 décembre	
	2016	2015	Écart en \$	Écart en %	2016	2015	Écart en \$	Écart en %
(en milliers de dollars canadiens)	(non audités)	(non audités)			(non audités)	(non audités)		
Charges¹								
Services de contrôle et autres coûts connexes	127 808 \$	110 508 \$	17 300 \$	15,7 %	374 854 \$	327 370 \$	47 484 \$	14,5 %
Exploitation et entretien du matériel	11 153	8 361	2 792	33,4 %	31 409	29 635	1 774	6,0 %
Soutien des programmes et services généraux	19 595	19 214	381	2,0 %	58 677	57 990	687	1,2 %
Amortissement	13 026	13 942	(916)	(6,6 %)	38 650	41 334	(2 684)	(6,5 %)
Total des charges	171 582	152 025	19 557	12,9 %	503 590	456 329	47 261	10,4 %
Autres charges	1 703	1 066	637	59,8 %	3 944	1 600	2 344	146,5 %
Performance financière avant les revenus et le financement public	173 285	153 091	20 194	13,2 %	507 534	457 929	49 605	10,8 %
Revenus	2 297	1 630	667	40,9 %	4 676	3 060	1 616	52,8 %
Financement public								
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation	154 418	135 279	19 139	14,1 %	453 935	405 843	48 092	11,8 %
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations	14 167	13 986	181	1,3 %	41 784	41 792	(8)	(0,0 %)
Total du financement public	168 585	149 265	19 320	12,9 %	495 719	447 635	48 084	10,7 %
Performance financière	(2 403)\$	(2 196)\$	(207)\$	(9,4 %)	(7 139)\$	(7 234)\$	95 \$	(1,3 %)
Autres éléments du résultat global	20 410	(6 115)	26 525	(433,8 %)	8 317	(2 907)	(11 224)	(386,1 %)
Résultat global total	18 007 \$	(8 311)\$	26 318 \$	(316,7 %)	1 178 \$	(10 141)\$	11 319 \$	111,6 %

¹ Les charges d'exploitation sont présentées par activité de programme dans l'état intermédiaire résumé du résultat global, alors qu'elles sont présentées par type de charge dans le tableau ci-dessus, conformément à la note complémentaire 10 des états financiers intermédiaires résumés non audités pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2016.

Services de contrôle et autres coûts connexes

Les charges relatives aux services de contrôle et autres coûts connexes ont augmenté de 17 300 \$ (15,7 %) et de 47 484 \$ (14,5 %), pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2016, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2015. Les écarts entre les trimestres et les périodes de neuf mois s'expliquent principalement par l'achat d'un nombre accru d'heures de contrôle au coût total de 12 834 \$ et de 33 909 \$, respectivement, jumelé à l'augmentation annuelle du taux de facturation des fournisseurs de services de contrôle de 3 293 \$ et de 9 341 \$, respectivement.

L'augmentation du nombre d'heures de contrôle achetées est principalement attribuable à un élargissement de la couverture de contrôle des véhicules, qui est passée à une présence totale aux points d'accès des véhicules dans les aéroports du Canada à risque élevé, mis en vigueur dans le cadre du programme de CNP amélioré. L'augmentation s'explique également par des exigences plus élevées au CPE pour appuyer la modification des besoins opérationnels de certains aéroports, répondre à la croissance du nombre de passagers et soutenir l'entente d'essai avec la GTAA.

Exploitation et entretien du matériel

Les coûts d'exploitation et d'entretien du matériel ont augmenté de 2 792 \$ (33,4 %) et de 1 774 \$ (6,0 %) pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2016, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2015. Les écarts entre les trimestres et les périodes de neuf mois s'expliquent principalement par un accroissement des coûts liés à l'entretien du matériel et des pièces de rechange de 2 319 \$ et de 5 547 \$, respectivement, principalement associés à certains matériels des systèmes de détection d'explosifs (SDE) qui ne sont plus sous garantie ou qui arrivent à la fin de leur vie utile. Les écarts sont aussi attribuables à une augmentation des dépenses engagées pour mettre en œuvre d'autres initiatives, notamment la reconfiguration de certains points de CPE et le déplacement de matériels des SDE pour répondre à des exigences opérationnelles. Des coûts de formation accrus en faveur de nouveaux déploiements d'immobilisations liés aux SDE, qui ont totalisé 465 \$ et 1 266 \$, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois considérés, expliquent aussi l'augmentation des charges.

L'augmentation des charges pour la période de neuf mois a été partiellement compensée par une diminution de 5 341 \$ des coûts liés à l'entretien des convoyeurs découlant de la résiliation des ententes de financement des services d'entretien et de soutien des convoyeurs aux huit aéroports les plus occupés du Canada, laquelle est entrée en vigueur le 1^{er} octobre 2015.

Amortissement

L'amortissement a diminué de 916 \$ (6,6 %) et de 2 684 \$ (6,5 %), pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2016, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2015. Ces diminutions s'expliquent principalement par l'amortissement devenant complet pour du matériel de contrôle des bagages enregistrés (CBE). Ce matériel est remplacé dans le cadre du programme pluriannuel de gestion du cycle de vie du système de CBE. La diminution est aussi due à des modifications de la durée d'utilité estimée appliquées au matériel visé par le programme de gestion du cycle de vie du système de CBE. La diminution a été en partie compensée par le déploiement de nouveau matériel de CBE.

Autres charges

Le total des autres charges a augmenté de 637 \$ (59,8 %) et de 2 344 \$ (146,5 %) pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2016, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2015. L'augmentation enregistrée au cours du troisième trimestre s'explique principalement par la radiation d'immobilisations corporelles qui ont été mises hors service à la suite du déploiement de nouveaux matériels.

L'augmentation enregistrée pour la période de neuf mois est aussi attribuable à une perte de valeur d'immobilisations corporelles enregistrée au cours du deuxième trimestre en raison de matériel de contrôle qui ne répondait plus aux normes de Transports Canada. L'ACSTA étudie actuellement d'autres utilisations pour le matériel.

Revenus

Les revenus ont augmenté de 667 \$ (40,9 %) et de 1 616 \$ (52,8 %) pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2016, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2015. Cela est attribuable aux revenus additionnels tirés de la prestation accrue de services de contrôle supplémentaire à la GTAA, par rapport aux périodes comparatives.

Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation

Le montant des crédits parlementaires pour les charges d'exploitation a augmenté de 19 139 \$ (14,1 %) et de 48 092 \$ (11,8 %), pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2016, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2015. Ces augmentations sont principalement attribuables aux charges plus élevées au titre des services de contrôle et autres coûts connexes et de l'exploitation et l'entretien du matériel, qui ont été décrites précédemment.

Autres éléments du résultat global

Les autres éléments du résultat global comprennent les réévaluations trimestrielles sans effet sur la trésorerie découlant des modifications aux hypothèses actuarielles et du rendement des actifs des régimes de retraite. Les autres éléments du résultat global pour le trimestre clos le 31 décembre 2016 s'établissaient à 20 410 \$ et sont attribuables à un gain de réévaluation de 24 197 \$ du passif au titre des prestations définies à la suite d'une augmentation de 50 points de base du taux d'actualisation depuis le 30 septembre 2016, qui a été partiellement compensé par une perte de réévaluation de 3 787 \$ résultant d'un taux de rendement réel des actifs du régime inférieur à celui utilisé initialement par l'ACSTA dans ses hypothèses. Les autres éléments du résultat global pour le trimestre clos le 31 décembre 2015 s'établissaient à -6 115 \$ en raison d'une perte de réévaluation de 8 823 \$ du passif au titre des prestations définies à la suite d'une diminution de 25 points de base du taux d'actualisation depuis le 30 septembre 2015, qui a été partiellement compensée par un gain de réévaluation de 2 708 \$ résultant d'un taux de rendement réel des actifs du régime supérieur à celui utilisé par l'ACSTA dans ses hypothèses.

Les autres éléments du résultat global pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2016 s'établissaient à 8 317 \$ en raison d'un gain de réévaluation résultant d'un taux de rendement réel des actifs du régime supérieur à celui utilisé par l'ACSTA dans ses hypothèses. Les autres éléments du résultat global pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2015 s'établissaient à -2 907 \$ en raison d'une perte de réévaluation de 11 730 \$ résultant d'un taux de rendement réel des actifs du régime inférieur à celui utilisé par l'ACSTA dans ses hypothèses, qui a été en partie compensée par un gain de réévaluation de 8 823 \$ du passif au titre des prestations définies à la suite d'une augmentation de 25 points de base du taux d'actualisation du 31 mars 2015 au 31 décembre 2015.

Pour obtenir plus de renseignements, se reporter à la note complémentaire 9 des états financiers intermédiaires résumés.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

La présente section décrit les principaux écarts observés à l'état intermédiaire résumé de la situation financière au 31 décembre 2016 comparativement au 31 mars 2016.

Points saillants financiers – État intermédiaire résumé de la situation financière	31 décembre 2016	31 mars 2016		
(en milliers de dollars canadiens)	(non audités)	(audités)	Écart en \$	Écart en %
Actifs courants	151 378 \$	118 437 \$	32 941 \$	27,8 %
Actifs non courants	410 587	362 822	47 765	13,2 %
Total des actifs	561 965 \$	481 259 \$	80 706 \$	16,8 %
Passifs courants	152 215 \$	118 238 \$	33 977 \$	28,7 %
Passifs non courants	430 038	384 487	45 551	11,8 %
Total des passifs	582 253 \$	502 725 \$	79 528 \$	15,8 %

Actifs

Les actifs courants ont augmenté de 32 941 \$ (27,8 %) principalement pour les raisons suivantes :

- une augmentation de 40 665 \$ des clients et autres débiteurs principalement attribuable à une augmentation de 45 290 \$ des crédits parlementaires à recevoir, qui a été compensée en partie par une diminution de 4 887 \$ des taxes à recouvrer;
- une diminution de 3 046 \$ des stocks principalement attribuable à une utilisation de 7 397 \$ excédant les achats de 4 442 \$ au titre des pièces de rechange, des uniformes et des CIZR;
- une diminution de 2 832 \$ de la trésorerie principalement attribuable au moment où les décaissements ont été effectués pour régler les fournisseurs (biens et services);
- une diminution de 1 846 \$ des charges payées d'avance attribuable à l'amortissement des primes d'assurance annuelles et des charges liées aux services d'entretien et de soutien annuels.

Les actifs non courants ont augmenté de 47 765 \$ (13,2 %) principalement pour les raisons suivantes :

- une augmentation de 43 023 \$ des immobilisations corporelles et incorporelles principalement attribuable à l'acquisition et l'installation d'immobilisations corporelles et incorporelles d'une valeur de 84 865 \$, qui a été partiellement compensée par un amortissement de 38 650 \$;
- une augmentation de 4 742 \$ des avantages du personnel. L'actif au titre des avantages du personnel comprend le régime de retraite enregistré de l'ACSTA et le régime de retraite supplémentaire, qui se trouvent tous deux en situation d'actif net. Cette augmentation s'explique par un rendement réel des actifs du régime supérieur de 8 317 \$ à ce qui était prévu selon les hypothèses de l'organisation. L'augmentation a été compensée en partie par des coûts des prestations définies qui ont été supérieurs de 3 575 \$ aux cotisations.

Passifs

Les passifs courants ont augmenté de 33 977 \$ (28,7 %) principalement pour les raisons suivantes :

- une augmentation de 39 580 \$ des fournisseurs et autres créditeurs en raison du moment où les décaissements ont été effectués en lien avec les obligations non réglées auprès des fournisseurs;
- une diminution de 4 892 \$ du financement public différé lié aux charges d'exploitation attribuable à une diminution du solde des stocks et des charges payées d'avance.

Les passifs non courants ont augmenté de 45 551 \$ (11,8 %) principalement pour les raisons suivantes :

- une augmentation de 43 067 \$ du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations en raison de crédits parlementaires pour financer des dépenses en immobilisations de 84 851 \$ dépassant l'amortissement de 41 784 \$;
- une augmentation de 2 192 \$ des avantages du personnel liée à l'autre régime à prestations définies de l'ACSTA qui s'explique par le fait que le coût des prestations définies a été supérieur aux cotisations.

PERFORMANCE FINANCIÈRE PAR RAPPORT AU PLAN D'ENTREPRISE

Le *Résumé du plan d'entreprise de 2016-2017 à 2020-2021* de l'ACSTA n'avait pas encore été déposé au Parlement pour approbation au moment de publier le présent rapport. Tant que le résumé du plan ne sera pas déposé au Parlement et rendu public, l'ACSTA ne sera pas en mesure de présenter une analyse des écarts significatifs entre ses résultats financiers et ceux prévus dans son *Résumé du plan d'entreprise de 2016-2017 à 2020-2021*.

RAPPORT SUR L'UTILISATION DES CRÉDITS PARLEMENTAIRES

Les activités de l'ACSTA sont financées principalement grâce aux crédits parlementaires versés par le gouvernement du Canada. Le tableau ci-après permet donc d'effectuer un rapprochement de la performance financière comptabilisée selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) et des crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation selon la méthode de comptabilité d'exercice dite « de caisse modifiée » :

Rapprochement de la performance financière et des crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation (en milliers de dollars canadiens)	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	31 décembre		31 décembre	
	2016 (non audités)	2015 (non audités)	2016 (non audités)	2015 (non audités)
Performance financière avant les revenus et le financement public	173 285 \$	153 091 \$	507 534 \$	457 929 \$
Revenus	(2 297)	(1 630)	(4 676)	(3 060)
Performance financière avant le financement public	170 988	151 461	502 858	454 869
Charges sans effet sur la trésorerie				
Amortissement	(13 026)	(13 942)	(38 650)	(41 334)
Charges au titre des avantages du personnel ¹	(1 858)	(1 776)	(5 767)	(6 145)
Radiation d'immobilisations corporelles et incorporelles	(1 127)	-	(1 144)	-
Frais relatifs aux employés à payer ²	(602)	(488)	(1 542)	(1 294)
Perte sur sorties d'immobilisations corporelles	(31)	(32)	(106)	(141)
Avantages incitatifs à la location différés dans la performance financière ³	74	68	223	205
Perte de valeur d'immobilisations corporelles	-	-	(1 934)	(292)
Charges au titre des pièces de rechange provenant des immobilisations ⁴	-	(12)	(3)	(25)
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation	154 418 \$	135 279 \$	453 935 \$	405 843 \$
Autres éléments affectant le financement				
Variation nette des charges payées d'avance et des stocks ⁵	(1 280)	173	(4 892)	(2 681)
Total des crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation	153 138 \$	135 452 \$	449 043 \$	403 162 \$

¹ Les avantages du personnel sont comptabilisés dans l'état intermédiaire résumé du résultat global conformément aux IFRS. L'élément de rapprochement ci-dessus représente la différence entre les décaissements au titre des avantages du personnel et la charge comptable selon les IFRS.

² Les frais relatifs aux employés à payer sont des charges comptables qui se composent des sommes engagées au titre de la rémunération variable et des indemnités de vacances utilisées et constituées au 31 décembre 2016. Ces frais sont comptabilisés selon la comptabilité de caisse modifiée seulement à la fin de l'exercice, ce qui donne lieu à un élément de rapprochement lors des périodes intermédiaires.

³ Les avantages incitatifs à la location différés constituent un ajustement comptable sans effet sur la trésorerie qui sert à comptabiliser les avantages découlant des contrats de location dont les modalités sont favorables, y compris les réductions significatives du loyer, l'utilisation gratuite de parties communes et les améliorations locatives fournies sans frais. Les frais de location sont financés avec les crédits au fur et à mesure des décaissements, ce qui donne lieu à un élément de rapprochement.

⁴ Les charges au titre des pièces de rechange provenant des immobilisations se composent d'éléments qui ont été financés grâce à des crédits parlementaires liés aux dépenses en immobilisations au cours des exercices antérieurs, mais qui ont été utilisés et passés en charges comme pièces de rechange au cours de l'exercice considéré, ce qui donne lieu à un élément de rapprochement.

⁵ Les charges payées d'avance et les stocks sont passés en charges au fur et à mesure qu'un avantage lié à l'actif est obtenu. Ils sont financés au moyen des crédits parlementaires au moment où les achats sont faits, ce qui donne lieu à un élément de rapprochement.

DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS

Le tableau ci-après résume le rapprochement des crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations et des acquisitions d'immobilisations présentées selon les IFRS :

Rapprochement des acquisitions d'immobilisations et des crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations (en milliers de dollars canadiens)	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2016 (non audités)	2015 (non audités)	2016 (non audités)	2015 (non audités)
Matériel lié aux systèmes de détection d'explosifs	33 354 \$	38 801 \$	80 061 \$	68 062 \$
Matériel non lié aux systèmes de détection d'explosifs	2 034	1 731	4 795	2 846
Total des acquisitions d'immobilisations	35 388 \$	40 532 \$	84 856 \$	70 908 \$
Produits de la sortie d'immobilisations ¹	(2)	(36)	(5)	(42)
Total des crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations	35 386 \$	40 496 \$	84 851 \$	70 866 \$

¹ Les produits de la sortie d'immobilisations incluent des produits non monétaires reçus sous forme de notes de crédit de fournisseurs.

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers intermédiaires résumés conformément à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers intermédiaires résumés exempts d'anomalies significatives. La direction est également chargée de veiller à ce que toutes les autres informations présentées dans le présent rapport financier trimestriel concordent, le cas échéant, avec celles contenues dans les états financiers intermédiaires résumés.

À notre connaissance, les présents états financiers intermédiaires résumés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de l'ACSTA aux dates de clôture présentées dans les états financiers intermédiaires résumés et pour les périodes closes à ces dates.



Michael Saunders
Président et chef de la direction
Ottawa, Canada

Le 22 février 2017



Andie Andreou, CPA, CA
Vice-présidente et chef des services
financiers
Ottawa, Canada

Le 22 février 2017

États financiers intermédiaires résumés

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

31 décembre 2016

(non audités)

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

État intermédiaire résumé de la situation financière
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	31 décembre 2016	31 mars 2016
Actifs		
Actifs courants		
Trésorerie	8 395 \$	11 227 \$
Clients et autres débiteurs (note 3)	128 704	88 039
Stocks (note 4)	13 281	16 327
Charges payées d'avance	998	2 844
	151 378	118 437
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles (note 5)	393 422	351 645
Immobilisations incorporelles (note 6)	7 999	6 753
Avantages du personnel (note 9)	9 166	4 424
	410 587	362 822
Total des actifs	561 965 \$	481 259 \$
Passifs et capitaux propres		
Passifs courants		
Fournisseurs et autres créditeurs	137 936 \$	98 356 \$
Provisions (note 7)	-	711
Financement public différé lié aux charges d'exploitation (note 8)	14 279	19 171
	152 215	118 238
Passifs non courants		
Retenues sur contrats de construction	705	199
Avantages incitatifs à la location différés	769	983
Financement public différé lié aux dépenses en immobilisations (note 8)	401 003	357 936
Avantages du personnel (note 9)	27 561	25 369
	430 038	384 487
Capitaux propres		
Déficit accumulé	(20 288)	(21 466)
Total des passifs et des capitaux propres	561 965 \$	481 259 \$

Éventualités (note 7) et accords contractuels (note 13)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

État intermédiaire résumé du résultat global
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	31 décembre		closes les 31 décembre	
	2016	2015	2016	2015
Charges				
Contrôle préembarquement	91 976 \$	83 986 \$	268 198 \$	250 377 \$
Contrôle des bagages enregistrés	36 690	35 004	107 014	108 625
Contrôle des non-passagers	32 792	22 105	97 269	64 505
Programme de carte d'identité pour les zones réglementées	663	742	2 237	2 097
Services généraux	9 461	10 188	28 872	30 725
Total des charges (note 10)	171 582	152 025	503 590	456 329
Autres charges				
Radiation d'immobilisations corporelles et incorporelles (note 5)	1 127	-	1 144	-
Perte de change	544	1 034	749	1 165
Perte sur sortie d'immobilisations corporelles	31	32	106	141
Charges financières	1	-	11	2
Perte de valeur d'immobilisations corporelles (note 5)	-	-	1 934	292
Total des autres charges	1 703	1 066	3 944	1 600
Performance financière avant les revenus et le financement public	173 285	153 091	507 534	457 929
Revenus				
Services de contrôle supplémentaires	2 165	1 506	4 327	2 576
Produits financiers	132	87	349	303
Revenus divers	-	37	-	181
Total des revenus	2 297	1 630	4 676	3 060
Financement public				
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation (note 8)	154 418	135 279	453 935	405 843
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations (note 8)	14 167	13 986	41 784	41 792
Total du financement public	168 585	149 265	495 719	447 635
Performance financière	(2 403) \$	(2 196) \$	(7 139) \$	(7 234) \$
Autres éléments du résultat global				
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière				
Réévaluations des régimes à prestations définies (note 9)	20 410	(6 115)	8 317	(2 907)
Résultat global total	18 007 \$	(8 311) \$	1 178 \$	(10 141) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

État intermédiaire résumé des variations des capitaux propres
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos le 31 décembre :

	Déficit accumulé
Solde au 30 septembre 2016	(38 295) \$
Performance financière	(2 403)
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière	
Réévaluations des régimes à prestations définies (note 9)	20 410
Solde au 31 décembre 2016	(20 288) \$
Solde au 30 septembre 2015	(10 718) \$
Performance financière	(2 196)
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière	
Réévaluations des régimes à prestations définies (note 9)	(6 115)
Solde au 31 décembre 2015	(19 029) \$

Pour les périodes de neuf mois closes le 31 décembre :

	Déficit accumulé
Solde au 31 mars 2016	(21 466) \$
Performance financière	(7 139)
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière	
Réévaluations des régimes à prestations définies (note 9)	8 317
Solde au 31 décembre 2016	(20 288) \$
Solde au 31 mars 2015	(8 888) \$
Performance financière	(7 234)
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière	
Réévaluations des régimes à prestations définies (note 9)	(2 907)
Solde au 31 décembre 2015	(19 029) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Tableau intermédiaire résumé des flux de trésorerie
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	31 décembre		closes les 31 décembre	
	2016	2015	2016	2015
Flux de trésorerie liés aux :				
Activités d'exploitation				
Performance financière	(2 403) \$	(2 196) \$	(7 139) \$	(7 234) \$
Éléments sans effet sur la trésorerie				
Amortissement des immobilisations corporelles (notes 5 et 10)	12 696	13 577	37 661	40 110
Augmentation du passif net au titre des avantages du personnel (note 15)	1 858	1 444	5 767	5 783
Radiation d'immobilisations corporelles et incorporelles (note 5)	1 127	-	1 144	-
Amortissement des immobilisations incorporelles (notes 6 et 10)	330	365	989	1 224
Perte sur sortie d'immobilisations corporelles	31	32	106	141
Perte de valeur d'immobilisations corporelles (note 5)	-	-	1 934	292
Autres transactions sans effet sur la trésorerie (note 15)	-	12	3	25
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations (note 8)	(14 167)	(13 986)	(41 784)	(41 792)
Avantages incitatifs à la location différés reconnus dans la performance financière	(74)	(68)	(223)	(205)
Variation nette des soldes du fonds de roulement (note 15)	(43 713)	(2 802)	(7 087)	(6 071)
	(44 315)	(3 622)	(8 629)	(7 727)
Activités d'investissement				
Crédits parlementaires reçus pour le financement d'immobilisations	20 000	47 000	64 872	81 800
Acquisition d'immobilisations corporelles	(31 824)	(25 558)	(56 836)	(58 654)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(1 150)	(4 143)	(2 241)	(4 155)
Produit de la sortie d'immobilisations corporelles	2	-	2	-
	(12 972)	17 299	5 797	18 991
(Diminution) augmentation de la trésorerie	(57 287)	13 677	(2 832)	11 264
Trésorerie à l'ouverture de la période	65 682	5 568	11 227	7 981
Trésorerie à la clôture de la période	8 395 \$	19 245 \$	8 395 \$	19 245 \$

Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 15)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non audités)

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2016
(en milliers de dollars canadiens)

1. Renseignements sur l'organisation

L'ACSTA est une société d'État visée par la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et est un mandataire de Sa Majesté du chef du Canada. L'ACSTA est chargée d'assurer la sûreté d'aspects précis du système de transport aérien, du contrôle des passagers et des bagages au contrôle des employés des aéroports.

L'ACSTA est financée par des crédits parlementaires et rend compte au Parlement par l'entremise du ministre des Transports. En octobre 2014, l'ACSTA a conclu une entente d'essai du contrôle supplémentaire avec l'autorité aéroportuaire du Grand Toronto, ce qui permettait à cette dernière d'acheter des heures de contrôle supplémentaires au CPE auprès de l'ACSTA selon le principe de recouvrement des coûts. Avec l'appui de Transports Canada, l'entente a été prolongée jusqu'au 31 mars 2017.

Le Conseil d'administration a autorisé la publication des présents états financiers intermédiaires résumés le 22 février 2017.

2. Résumé des principales méthodes comptables

(a) Base d'établissement

Les états financiers intermédiaires résumés ont été établis conformément à l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), publiée par le Conseil des normes comptables internationales (CNCI) et approuvée par le Conseil des normes comptables du Canada.

L'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* exige que la plupart des sociétés d'État mères préparent et publient des rapports financiers trimestriels conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada. Les présents états financiers intermédiaires résumés n'ont pas été audités ni examinés par l'auditeur externe de l'ACSTA.

Tel que cela est autorisé par l'IAS 34, les présents états financiers intermédiaires sont présentés de façon résumée et, par conséquent, ne renferment pas toutes les informations qui doivent être fournies pour être conformes, dans tous les aspects significatifs, aux dispositions des IFRS relatives aux informations à fournir applicables aux états financiers annuels. Les présents états financiers intermédiaires résumés ont pour but de fournir une mise à jour sur la dernière série complète d'états financiers annuels audités. Par conséquent, ils devraient être lus conjointement avec les états financiers annuels audités pour l'exercice clos le 31 mars 2016.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

Les principales méthodes comptables utilisées dans les présents états financiers intermédiaires résumés sont décrites à la note 3 des états financiers annuels audités de l'ACSTA pour l'exercice clos le 31 mars 2016, sauf pour l'adoption des politiques et normes nouvelles et modifiées décrites dans les notes 2(b) et 2(c) ci-après.

(b) Nouvelle méthode comptable – Instruments financiers dérivés

Au cours du trimestre clos le 31 décembre 2016, l'ACSTA a commencé à utiliser des instruments financiers dérivés composés de contrats à terme de gré à gré sur devises afin de gérer son exposition au risque de change. L'ACSTA n'applique pas la comptabilité de couverture à ses instruments dérivés.

Les instruments financiers dérivés sont classés à leur juste valeur par le biais du résultat net. Ils sont initialement reconnus à leur juste valeur à la date de conclusion des contrats dérivés. À la suite de la reconnaissance initiale, les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur. La variation de la juste valeur qui en découle est comptabilisée dans l'état intermédiaire résumé du résultat global.

Les justes valeurs des instruments financiers dérivés sont présentées dans l'état intermédiaire résumé de la situation financière; les justes valeurs positives sont inscrites comme actif financier dérivé et les justes valeurs négatives sont inscrites comme passif financier dérivé.

Il n'y avait aucun instrument financier dérivé en suspens en date du 31 décembre 2016.

(c) Adoption de Normes internationales d'information financière nouvelles et modifiées

L'ACSTA a adopté les modifications et améliorations annuelles publiées par le CNCI et approuvées par le Conseil des normes comptables du Canada décrites ci-après à compter du 1^{er} avril 2016. L'adoption de ces modifications et améliorations annuelles n'a eu aucune incidence sur les états financiers intermédiaires résumés.

(i) Modifications à l'IAS 16, *Immobilisations corporelles* et l'IAS 38, *Immobilisations incorporelles*

L'IAS 16 et l'IAS 38 ont été modifiées pour clarifier les circonstances dans lesquelles l'utilisation d'un mode d'amortissement fondé sur les produits est acceptable. Ces modifications sont entrées en vigueur au cours des exercices ouverts le ou à compter du 1^{er} janvier 2016 et l'application anticipée était autorisée.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

(ii) *Améliorations annuelles des IFRS : Cycle 2012-2014*

Les *Améliorations annuelles des IFRS : Cycle 2012-2014* ont été publiées en septembre 2014. Elles apportent des modifications à diverses IFRS, notamment en ce qui concerne les actifs non courants détenus en vue de la vente, l'information à fournir sur les instruments financiers, les avantages du personnel et l'information financière intermédiaire. Elles sont entrées en vigueur au cours des exercices ouverts le ou à compter du 1^{er} janvier 2016, sur une base rétrospective.

(iii) *Modifications à l'IAS 1, Initiative concernant les informations à fournir*

L'IAS 1 a été modifié dans le but d'expliquer, plutôt que de modifier substantiellement, les dispositions de l'IAS 1 en vigueur concernant le caractère significatif, l'ordre des notes, les sous-totaux, les méthodes comptables et la ventilation. Ces modifications sont entrées en vigueur au cours des exercices ouverts le ou à compter du 1^{er} janvier 2016, et l'application anticipée était autorisée.

(d) *Changements comptables qui prendront effet dans le futur*

À la date des présents états financiers, les nouvelles normes pertinentes suivantes étaient publiées par le CNCI, mais non entrées en vigueur. L'ACSTA est à évaluer leur incidence potentielle sur ses états financiers et continuera à surveiller les faits nouveaux relatifs à ces normes jusqu'à ce qu'elles soient adoptées.

(i) *IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*

L'IFRS 15 a été publiée pour remplacer l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires* et l'IAS 11, *Contrats de construction* ainsi que d'autres interprétations relatives aux produits. La norme établit les principes, qu'une entité devrait adopter, régissant la divulgation des informations utiles aux utilisateurs des états financiers concernant la nature, le montant, le calendrier et le degré d'incertitude des produits des activités ordinaires et des flux de trésorerie provenant d'un contrat conclu avec un client. Elle entrera en vigueur au cours des exercices ouverts le ou à compter du 1^{er} janvier 2018, et l'adoption anticipée est autorisée.

(ii) *IFRS 9, Instruments financiers*

L'IFRS 9 a été publiée en juillet 2014 dans sa version définitive, qui vient remplacer toutes ses versions antérieures. Elle met un terme au projet visant à remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. L'IFRS 9 propose un modèle logique de classement et d'évaluation des actifs et passifs financiers, un modèle unique et prospectif de dépréciation fondé sur les pertes attendues, et une révision significative des dispositions sur la comptabilité de couverture. Cette norme entrera en vigueur au cours des exercices ouverts le ou à compter du 1^{er} janvier 2018, sur une base rétrospective.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

(iii) IFRS 16, *Contrats de location*

L'IFRS 16 précise la manière de comptabiliser, d'évaluer, de présenter les contrats de location et de fournir des informations à leur sujet. La norme contient un modèle unique de comptabilisation par le preneur exigeant la comptabilisation des actifs et des passifs pour tous les contrats, sauf si la durée du contrat est de 12 mois ou moins ou que l'actif sous-jacent est de faible valeur. Toutefois, la comptabilisation par le bailleur reste largement inchangée par rapport à l'IAS 17, *Contrats de location* et la distinction entre les contrats de location-financement et les contrats de location simple demeure. Cette norme entrera en vigueur au cours des exercices ouverts le ou à compter du 1^{er} janvier 2019, et l'adoption anticipée est autorisée dans la période d'adoption de la norme IFRS 15.

3. Clients et autres débiteurs

Les clients et autres débiteurs sont composés des éléments suivants :

	31 décembre 2016	31 mars 2016
Crédits parlementaires	114 895 \$	69 605 \$
TPS et TVH à recouvrer	8 700	14 821
TVP à recouvrer	2 976	1 742
Services de contrôle supplémentaires	2 025	1 867
Autres	108	4
	128 704 \$	88 039 \$

Les modalités de crédit relatives aux comptes clients sont de 30 jours. Au 31 décembre 2016, aucun compte client n'était en souffrance. Au 31 mars 2016, les comptes clients comprenaient des montants en souffrance pour lesquels l'ACSTA n'avait pas comptabilisé de provision pour créances douteuses parce qu'il n'y avait pas eu de changement significatif dans la solvabilité et que les montants étaient jugés recouvrables. Au 31 mars 2016, les comptes clients en souffrance et non dépréciés étaient en suspens de 31 à 60 jours.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

4. Stocks

Les stocks sont composés des éléments suivants :

	31 décembre 2016	31 mars 2016
Pièces de rechange	12 661 \$	14 128 \$
CIZR	316	1 150
Uniformes	304	1 049
	13 281 \$	16 327 \$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

5. Immobilisations corporelles

Le rapprochement des immobilisations corporelles se présente comme suit :

	Matériel de CPE	Matériel de CBE	Matériel de CNP	Matériel pour l'utilisation de la CIZR	Ordinateurs, logiciels intégrés et matériel électronique	Mobilier et matériel de bureau	Améliorations locatives	Travaux en cours	Total
Coût									
Solde au 31 mars 2015	124 747	\$ 656 986	\$ 9 548	\$ 4 387	\$ 25 811	\$ 95	\$ 10 221	\$ 112 217	\$ 944 012
Entrées	42	27 265	1 135	566	2 604	-	545	61 697	93 854
Sorties	(3 280)	(72 070)	(400)	(10)	(128)	-	(350)	(34)	(76 272)
Radiations	(545)	(5 931)	(16)	(748)	(4 758)	(11)	(927)	(25)	(12 961)
Pertes de valeur	(158)	(94)	-	-	(855)	-	-	-	(1 107)
Reclassements	(3 725)	72 730	6 215	1 199	591	-	-	(77 010)	-
Solde au 31 mars 2016	117 081	\$ 678 886	\$ 16 482	\$ 5 394	\$ 23 265	\$ 84	\$ 9 489	\$ 96 845	\$ 947 526
Solde au 31 mars 2016	117 081	\$ 678 886	\$ 16 482	\$ 5 394	\$ 23 265	\$ 84	\$ 9 489	\$ 96 845	\$ 947 526
Entrées	5 640	11 198	1 213	3	1 049	-	365	63 156	82 624
Sorties	-	(32 448)	-	-	(108)	-	-	(42)	(32 598)
Radiations	(40)	(46)	-	-	(2 288)	-	-	-	(2 374)
Pertes de valeur	-	-	-	-	-	-	-	(1 934)	(1 934)
Reclassements	1 428	40 599	2 935	-	5 008	-	-	(49 970)	-
Solde au 31 décembre 2016	124 109	\$ 698 189	\$ 20 630	\$ 5 397	\$ 26 926	\$ 84	\$ 9 854	\$ 108 055	\$ 993 244
Amortissement cumulé									
Solde au 31 mars 2015	70 966	\$ 523 774	\$ 3 659	\$ 3 582	\$ 21 150	\$ 95	\$ 9 002	\$ -	\$ 632 228
Amortissement	8 995	39 571	1 462	633	1 456	-	519	-	52 636
Sorties	(2 897)	(71 985)	(293)	(10)	(128)	-	(350)	-	(75 663)
Radiations	(513)	(5 877)	(16)	(748)	(4 420)	(11)	(920)	-	(12 505)
Pertes de valeur	(99)	(43)	-	-	(673)	-	-	-	(815)
Reclassements	(2 831)	-	2 831	-	-	-	-	-	-
Solde au 31 mars 2016	73 621	\$ 485 440	\$ 7 643	\$ 3 457	\$ 17 385	\$ 84	\$ 8 251	\$ -	\$ 595 881
Solde au 31 mars 2016	73 621	\$ 485 440	\$ 7 643	\$ 3 457	\$ 17 385	\$ 84	\$ 8 251	\$ -	\$ 595 881
Amortissement	6 853	26 830	1 220	393	2 051	-	314	-	37 661
Sorties	-	(32 382)	-	-	(105)	-	-	-	(32 487)
Radiations	458	(46)	538	-	(2 183)	-	-	-	(1 233)
Reclassements	(1 010)	-	(197)	-	1 207	-	-	-	-
Solde au 31 décembre 2016	79 922	\$ 479 842	\$ 9 204	\$ 3 850	\$ 18 355	\$ 84	\$ 8 565	\$ -	\$ 599 822
Valeurs comptables									
Au 31 mars 2016	43 460	\$ 193 446	\$ 8 839	\$ 1 937	\$ 5 880	\$ -	\$ 1 238	\$ 96 845	\$ 351 645
Au 31 décembre 2016	44 187	\$ 218 347	\$ 11 426	\$ 1 547	\$ 8 571	\$ -	\$ 1 289	\$ 108 055	\$ 393 422

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2016, l'ACSTA a comptabilisé des pertes de valeur de 1 934 \$ en raison d'équipement qui ne répondait plus aux normes de Transports Canada relatives au matériel de contrôle. Ces actifs ne peuvent plus contribuer à la réalisation du mandat de l'ACSTA. C'est pourquoi ces actifs ont été jugés entièrement dépréciés. La valeur comptable nette restante a été comptabilisée comme une perte de valeur et la valeur recouvrable, soit la valeur d'utilité pour l'ACSTA, a été considérée comme nulle, étant donné que tous les flux de trésorerie futurs associés à l'équipement sont estimés à 0 \$. Aucune perte de valeur n'a été inscrite au cours du trimestre clos le 31 décembre 2016.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2015, l'ACSTA a comptabilisé des pertes de valeur de 292 \$ liées à du matériel de contrôle qui a cessé de contribuer à la réalisation du mandat de l'ACSTA en raison de progrès techniques.

Aucun montant n'a été enregistré relativement à la reprise d'une perte de valeur pendant les trimestres et les périodes de neuf mois clos le 31 décembre 2016 et 2015.

Au cours des périodes de trois et neuf mois closes le 31 décembre 2016, l'ACSTA a inscrit des radiations d'immobilisations corporelles et incorporelles d'un montant de 1 127 \$ (0 \$ en 2015) et de 1 144 \$ (0 \$ en 2015) respectivement. Ces radiations représentent principalement l'équipement qui a été retiré du service à mesure que le nouvel équipement était déployé.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

6. Immobilisations incorporelles

Le rapprochement des immobilisations incorporelles se présente comme suit :

	Logiciels acquis à l'extérieur	Logiciels créés à l'interne	Logiciels en développement	Total
Coût				
Solde au 31 mars 2015	3 807 \$	18 840 \$	- \$	22 647 \$
Entrées	537	4 574	414	5 525
Radiations	(173)	(3 831)	-	(4 004)
Solde au 31 mars 2016	4 171 \$	19 583 \$	414 \$	24 168 \$
Solde au 31 mars 2016	4 171 \$	19 583 \$	414 \$	24 168 \$
Entrées	(245)	33	2 453	2 241
Radiations	(17)	(77)	-	(94)
Solde au 31 décembre 2016	3 909 \$	19 539 \$	2 867 \$	26 315 \$
Amortissement cumulé				
Solde au 31 mars 2015	3 000 \$	16 863 \$	- \$	19 863 \$
Amortissement	439	1 009	-	1 448
Radiations	(173)	(3 723)	-	(3 896)
Solde au 31 mars 2016	3 266 \$	14 149 \$	- \$	17 415 \$
Solde au 31 mars 2016	3 266 \$	14 149 \$	- \$	17 415 \$
Amortissement	125	864	-	989
Radiations	(17)	(71)	-	(88)
Solde au 31 décembre 2016	3 374 \$	14 942 \$	- \$	18 316 \$
Valeurs comptables				
Au 31 mars 2016	905 \$	5 434 \$	414 \$	6 753 \$
Au 31 décembre 2016	535 \$	4 597 \$	2 867 \$	7 999 \$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non audités)

(en milliers de dollars canadiens)

7. Provisions et éventualités

(a) Provisions

Le rapprochement des provisions se présente comme suit :

	31 décembre 2016	31 mars 2016
Solde à l'ouverture de la période	711 \$	335 \$
Provisions établies au cours de la période	18	711
Provisions utilisées	(281)	(90)
Provisions reprises au cours de la période	(448)	(245)
Solde à la clôture de la période	- \$	711 \$

Plusieurs litiges, contrôles et poursuites ont été déposés contre l'ACSTA. Les montants des provisions comptabilisées à la suite de ces recours étaient essentiellement composés de montants liés à des accords de licence et à des taxes à la consommation.

En raison de leur nature, ces montants comportent une incertitude inhérente, et le dénouement de chaque affaire n'est pas toujours prévisible. Les montants des provisions ont été établis d'après le résultat d'analyses internes, de consultations auprès d'experts indépendants et les renseignements disponibles au moment où la publication des présents états financiers a été autorisée.

(b) Événualités

Les passifs éventuels de l'ACSTA comprennent les litiges et poursuites judiciaires, ainsi que les coûts de démantèlement pour lesquels aucune provision n'a été comptabilisée.

(i) Litiges et poursuites judiciaires

Au 31 décembre 2016, un important litige contre l'ACSTA pour lequel aucune provision n'a été comptabilisée était en suspens. Se reporter à la note 8(b) des états financiers annuels audités pour l'exercice clos le 31 mars 2016 pour une description de ce litige. Il n'y a eu aucun changement significatif à ce litige durant le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2016.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

(ii) Coûts de démantèlement

Durant le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2016, il n'y a eu aucun changement significatif concernant les éventualités relatives aux coûts de démantèlement. Se reporter à la note 8(b)(ii) des états financiers annuels audités de l'exercice clos le 31 mars 2016 pour une description des coûts de démantèlement de l'ACSTA.

8. Financement public différé

Le rapprochement du passif au titre du financement public différé se présente comme suit :

	31 décembre 2016	31 mars 2016
Financement public différé lié aux charges d'exploitation		
Solde à l'ouverture de la période	19 171 \$	20 845 \$
Charges d'exploitation financées par les crédits parlementaires	449 043	554 733
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation comptabilisés	(453 935)	(556 407)
Solde à la clôture de la période	14 279 \$	19 171 \$
Financement public différé lié aux dépenses en immobilisations		
Solde à l'ouverture de la période	357 936 \$	314 568 \$
Dépenses en immobilisations financées par les crédits parlementaires	84 851	98 872
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations	(41 784)	(55 504)
Solde à la clôture de la période	401 003 \$	357 936 \$
Total du financement public différé à la clôture de la période	415 282 \$	377 107 \$

Se reporter à la note 11 pour plus d'information au sujet du financement public.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

9. Avantages du personnel

(a) Actif et passif au titre des avantages du personnel

L'actif et le passif au titre des avantages du personnel comptabilisés et présentés dans l'état intermédiaire résumé de la situation financière se présentent comme suit :

	31 décembre 2016	31 mars 2016
Actif au titre des avantages du personnel		
Régime de retraite enregistré (RRE)	7 416 \$	2 875 \$
Régime de retraite supplémentaire (RRS)	1 750	1 549
	9 166	4 424
Passif au titre des avantages du personnel		
Autre régime à prestations définies (ARPD)	(27 561)	(25 369)
	(27 561)	(25 369)
Avantages du personnel – passif net	(18 395) \$	(20 945) \$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

(b) Coûts des avantages du personnel

Les composantes des coûts des avantages du personnel se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre							
	RRE		RRS		ARPD		Total	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Coût des prestations définies comptabilisé en performance financière								
Coût des services rendus au cours de la période	2 256 \$	2 658 \$	28 \$	38 \$	504 \$	460 \$	2 788 \$	3 156 \$
Frais administratifs	61	77	4	3	-	-	65	80
Charges d'intérêts sur les passifs au titre des prestations définies	1 588	1 645	42	44	256	235	1 886	1 924
Produits d'intérêts sur les actifs des régimes	(1 570)	(1 685)	(56)	(60)	-	-	(1 626)	(1 745)
Coût des prestations définies	2 335 \$	2 695 \$	18 \$	25 \$	760 \$	695 \$	3 113 \$	3 415 \$
Réévaluations des régimes à prestations définies comptabilisées dans les autres éléments du résultat global								
Rendement des actifs des régimes, en excluant les produits d'intérêts	(3 869)\$	2 443 \$	82 \$	265 \$	- \$	- \$	(3 787)\$	2 708 \$
Gains (pertes) actuariels découlant de changements dans les hypothèses financières	20 157	(7 477)	525	(193)	3 515	(1 153)	24 197	(8 823)
Réévaluations des régimes à prestations définies	16 288 \$	(5 034)\$	607 \$	72 \$	3 515 \$	(1 153)\$	20 410 \$	(6 115)\$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre							
	RRE		RRS		ARPD		Total	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Coût des prestations définies comptabilisé en performance financière								
Coût des services rendus au cours de la période	6 766 \$	7 972 \$	84 \$	114 \$	1 512 \$	1 382 \$	8 362 \$	9 468 \$
Frais administratifs	187	231	12	11	-	-	199	242
Charges d'intérêts sur les passifs au titre des prestations définies	4 764	4 933	126	134	768	705	5 658	5 772
Produits d'intérêts sur les actifs des régimes	(4 712)	(5 053)	(168)	(180)	-	-	(4 880)	(5 233)
Coût des prestations définies	7 005 \$	8 083 \$	54 \$	79 \$	2 280 \$	2 087 \$	9 339 \$	10 249 \$
Réévaluations des régimes à prestations définies comptabilisées dans les autres éléments du résultat global								
Rendement des actifs des régimes, en excluant les produits d'intérêts	8 099 \$	(11 617)\$	218 \$	(113)\$	- \$	- \$	8 317 \$	(11 730)\$
Gains actuariels découlant de changements dans les hypothèses financières	-	7 478	-	192	-	1 153	-	8 823
Réévaluations des régimes à prestations définies	8 099 \$	(4 139)\$	218 \$	79 \$	- \$	1 153 \$	8 317 \$	(2 907)\$

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2016, l'ACSTA a comptabilisé une charge de 91 \$ (48 \$ en 2015) et de 250 \$ (93 \$ en 2015), respectivement, relativement au volet de cotisations définies du RRE.

(c) Principales hypothèses actuarielles

Les hypothèses utilisées pour évaluer les actifs et passifs liés aux régimes de retraite à prestations définies sont examinées et, au besoin, modifiées à chaque période d'établissement de rapports. Cela comprend habituellement l'ajustement des taux d'actualisation et du taux de rendement réel des actifs du régime par rapport aux taux estimés, afin de refléter les hypothèses et les circonstances actuelles. Les modifications des hypothèses actuarielles entraînent des gains et/ou pertes de réévaluation comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2016, des gains de réévaluation de 20 410 \$ ont été réalisés à la suite d'une hausse du taux d'actualisation de 50 points de base (de 3,25 % au 30 septembre 2016 à 3,75 % au 31 décembre 2016) et d'un taux de rendement réel des actifs du régime supérieur à celui qu'a utilisé l'ACSTA dans ses hypothèses pour le RRS (taux réel de 2,29 % par rapport au taux anticipé de 0,94 %). Cela a été compensé en partie par un taux de rendement réel des actifs du régime inférieur à celui qu'a utilisé l'ACSTA dans ses hypothèses pour le RRE (taux réel de -1,30 % par rapport au taux anticipé de 0,94 %).

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2015, des pertes de réévaluation de 6 115 \$ ont été réalisées à la suite d'une baisse du taux d'actualisation de 25 points de base (de 4,50 % au 30 septembre 2015 à 4,25 % au 31 décembre 2015). Cela a été compensé en partie par un taux de rendement réel des actifs du régime supérieur à celui qu'a utilisé l'ACSTA dans ses hypothèses (taux réel de 3,19 % par rapport au taux anticipé de 1,00 % pour le RRE, et taux réel de 4,03 % par rapport au taux anticipé de 1,00 % pour le RRS).

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2016, des gains de réévaluation de 8 317 \$ ont été réalisés en raison d'un taux de rendement réel des actifs du régime supérieur à celui qu'a utilisé l'ACSTA dans ses hypothèses (taux réel de 7,84 % par rapport au taux anticipé de 2,82 % pour le RRE, et taux réel de 6,46 % par rapport au taux anticipé de 2,82 % pour le RRS). Aucune incidence n'a été exercée par des modifications des hypothèses actuarielles, puisqu'elles n'ont pas changé de façon importante au cours de la période de neuf mois.

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2015, des pertes de réévaluation de 2 907 \$ ont été réalisées en raison d'un taux de rendement réel des actifs du régime inférieur à celui qu'a utilisé l'ACSTA dans ses hypothèses (taux réel de -4,35 % par rapport au taux anticipé de 3,00 % pour le RRE, et taux réel de 1,05 % par rapport au taux anticipé de 3,00 % pour le RRS). Ceci a été compensé en partie par un gain de réévaluation du passif au titre des prestations définies découlant d'une hausse du taux d'actualisation de 25 points de base (de 4,00 % au 31 mars 2015 à 4,25 % au 31 décembre 2015).

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

(d) Cotisations de l'employeur

Les cotisations de l'employeur versées aux régimes à prestations définies pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 31 décembre se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2016	2015	2016	2015
Cotisations de l'employeur				
RRE	1 189 \$	1 904 \$	3 447 \$	4 300 \$
RRS	37	21	37	28
ARPD	29	46	88	138
	1 255 \$	1 971 \$	3 572 \$	4 466 \$

Le total estimatif des cotisations de l'employeur aux régimes à prestations définies pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017 s'établit à 5 865 \$.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

10. Charges

L'état intermédiaire résumé du résultat global présente les charges d'exploitation par activité de programme. Le tableau ci-après présente les charges d'exploitation par catégorie principale pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos le 31 décembre :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	31 décembre		closes les 31 décembre	
	2016	2015	2016	2015
Services de contrôle et autres coûts connexes				
Paiements versés aux fournisseurs de services de contrôle	125 962 \$	108 851 \$	369 307 \$	323 026 \$
Uniformes et autres coûts rattachés au contrôle	1 429	1 197	4 344	3 292
Matériel de détection de traces d'explosifs et biens non durables	417	460	1 203	1 052
	127 808	110 508	374 854	327 370
Exploitation et entretien du matériel				
Entretien du matériel et pièces de rechange	10 518	8 199	29 195	28 988
Formation et certification	466	-	1 379	112
CIZR	169	162	835	535
	11 153	8 361	31 409	29 635
Soutien des programmes et services généraux				
Frais relatifs aux employés	14 684	14 244	44 209	43 914
Services professionnels et autres coûts liés aux affaires	1 343	1 180	3 754	3 091
Contrats de location simple	1 156	1 589	4 312	4 777
Frais de bureau et frais informatiques	1 121	997	3 421	2 937
Autres frais administratifs	1 060	979	2 415	2 663
Communications et sensibilisation du public	231	225	566	608
	19 595	19 214	58 677	57 990
Amortissement				
Amortissement des immobilisations corporelles	12 696	13 577	37 661	40 110
Amortissement des immobilisations incorporelles	330	365	989	1 224
	13 026	13 942	38 650	41 334
	171 582 \$	152 025 \$	503 590 \$	456 329 \$

Les autres coûts liés aux affaires comprennent les frais de déplacement, les coûts et frais liés aux conférences et aux réunions, et les divers droits d'adhésion et frais d'association. Les autres frais administratifs englobent les coûts d'assurance, de réseau et de téléphonie et l'entretien des installations.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

11. Financement public

Puisque le *Résumé du plan d'entreprise 2016-2017 à 2020-2021* de l'ACSTA n'a pas encore été déposé devant le Parlement, il n'est actuellement pas possible de publier le montant total des crédits parlementaires disponibles pour l'exercice en cours. Par conséquent, le rapprochement des crédits parlementaires approuvés et des crédits parlementaires utilisés n'est pas fourni.

Le tableau ci-après présente le rapprochement des crédits parlementaires reçus et à recevoir pour le financement des charges d'exploitation et du montant des crédits utilisés pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos le 31 décembre :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	31 décembre		closes les 31 décembre	
	2016	2015	2016	2015
Crédits parlementaires reçus et à recevoir	194 211 \$	201 403 \$	506 695 \$	464 312 \$
Montants reçus et à recevoir liés à la période précédente	(40 905)	(66 710)	(54 733)	(59 834)
Montants (différés) à être facturés aux périodes futures	(168)	759	(2 919)	(1 316)
Crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation (note 8)	153 138 \$	135 452 \$	449 043 \$	403 162 \$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

Le tableau ci-après présente un rapprochement des crédits parlementaires reçus et à recevoir pour le financement des dépenses en immobilisations et du montant des crédits utilisés pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos le 31 décembre :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	31 décembre		closes les 31 décembre	
	2016	2015	2016	2015
Crédits parlementaires reçus et à recevoir	44 487 \$	51 865 \$	95 142 \$	98 016 \$
Montants reçus et à recevoir liés à la période précédente	(19 465)	(13 370)	(14 872)	(17 800)
Montants à être facturés (différés) aux périodes futures	10 364	2 001	4 581	(9 350)
Crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations (note 8)	35 386 \$	40 496 \$	84 851 \$	70 866 \$

Les crédits parlementaires à être facturés (différés) aux périodes futures découlent du fait que les prévisions de dépenses étaient inférieures (supérieures) aux dépenses en immobilisations et d'exploitation réelles. On prévoit que ces montants seront facturés (utilisés) au cours du prochain trimestre.

12. Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur de la trésorerie, des débiteurs liés aux services de contrôle supplémentaires et des fournisseurs et autres créditeurs correspond approximativement à la valeur comptable étant donné la nature courante de ces instruments.

La juste valeur des retenues sur contrats de construction correspond approximativement à la valeur comptable.

13. Accords contractuels

(a) Accords contractuels non liés aux contrats de location simple

Dans le cours normal des affaires, l'ACSTA conclut des accords contractuels pour l'acquisition de biens et services. Ces accords contractuels doivent respecter les crédits autorisés et sont assortis de droits de résiliation qui permettent à l'ACSTA de mettre fin aux contrats, à sa discrétion et sans pénalité. Les accords les plus significatifs sont les contrats signés avec les fournisseurs de services de contrôle pour la prestation de tels services ainsi qu'avec les fournisseurs de matériel de contrôle et des services d'entretien de ce matériel.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

Le tableau ci-après présente les soldes, sans les taxes applicables, de ces accords contractuels :

	31 décembre 2016	31 mars 2016
Exploitation	2 930 953 \$	636 006 \$
Immobilisations	150 562	156 913
Total	3 081 515 \$	792 919 \$

Au cours du trimestre clos le 31 décembre 2016, l'ACSTA a annoncé le renouvellement de ses ententes sur les services de contrôle aux aéroports pour la période quinquennale comprise entre le 1^{er} avril 2017 et le 31 mars 2022. Le renouvellement de ces ententes représente un ajout approximatif de 2 600 000 \$ aux accords contractuels futurs de l'ACSTA.

(b) Contrats de location simple

L'ACSTA a conclu des contrats de location simple non résiliables pour des locaux à bureau et du matériel. Les paiements minimaux à effectuer au titre de ces contrats de location, sans les taxes applicables, sont les suivants :

	31 décembre 2016	31 mars 2016
1 an au plus	6 679 \$	6 524 \$
Plus de 1 an mais 5 ans au plus	21 223	22 229
Plus de 5 ans	4 069	7 724
Total	31 971 \$	36 477

Le contrat de location simple non résiliable le plus important de l'ACSTA est pour les locaux à bureau à l'administration centrale.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

14. Transactions entre parties liées

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2016, l'ACSTA a conclu les transactions suivantes avec des parties liées :

- Gouvernement du Canada, ses organismes et autres sociétés d'État

L'ACSTA appartient à part entière au gouvernement du Canada, et est liée par contrôle commun aux autres ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. L'ACSTA conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal de ses activités. Ces transactions entre parties liées sont conclues aux mêmes conditions normales que celles qui s'appliquent à l'ensemble des particuliers et des sociétés.

Le tableau suivant résume les transactions entre l'ACSTA et ses parties liées :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	31 décembre		closes les 31 décembre	
	2016	2015	2016	2015
Revenues	168 585 \$	149 265 \$	495 719 \$	447 635 \$
Dépenses	4 494	3 279	11 601	9 548

Les produits provenant des transactions avec les parties liées représentent les crédits parlementaires pour les charges d'exploitation et l'amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations. Les charges présentées ci-dessus pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2016 comprennent 4 327 \$ (3 017 \$ en 2015) et 11 124 \$ (8 805 \$ en 2015), respectivement, en taxes non recouvrables payées aux fiduciaires de l'Agence du revenu du Canada.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

Les soldes suivants étaient non réglés à la clôture de la période et sont inclus dans les clients et autres débiteurs ainsi que dans les fournisseurs et autres créditeurs à l'état intermédiaire résumé de la situation financière :

	31 décembre 2016	31 mars 2016
Montants à recevoir des parties liées	123 703 \$	84 426 \$
Montants à payer aux parties liées	(612)	(603)
Montants à recevoir net des parties liées	123 091 \$	83 823 \$

Les montants à recevoir de parties liées comprennent principalement des créances de 114 895 \$ (69 605 \$ au 31 mars 2016) du gouvernement du Canada au titre des crédits parlementaires et des créances de 8 700 \$ (14 821 \$ au 31 mars 2016) de l'Agence du revenu du Canada au titre de taxes recouvrables payées sur les dépenses. Les montants à payer à des parties liées sont constitués essentiellement de taxes indirectes payables à l'Agence du revenu du Canada.

(b) Transactions avec les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi de l'ACSTA

Les transactions avec le RRE, le RRS et l'ARPD sont conclues dans le cours normal des activités. Les transactions effectuées avec les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi de l'ACSTA correspondent au versement des cotisations telles qu'elles sont présentées à la note 9. Il n'y a eu aucune autre transaction au cours du trimestre et de la période de neuf mois.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

15. Variation nette des soldes du fonds de roulement hors trésorerie et informations supplémentaires sur les flux de trésorerie

La variation nette des soldes du fonds de roulement hors trésorerie s'établit comme suit pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos le 31 décembre :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	31 décembre		closes les 31 décembre	
	2016	2015	2016	2015
Augmentation des clients et autres débiteurs	(35 211) \$	(2 967) \$	(20 686) \$	(7 158) \$
Diminution (augmentation) des stocks	654	(257)	3 046	1 282
Diminution des charges payées d'avance	626	84	1 846	1 399
(Diminution) augmentation des fournisseurs et autres créditeurs	(8 303)	165	14 310	1 422
Diminution de la partie courante des provisions	(199)	-	(711)	(335)
(Diminution) augmentation du financement public différé lié aux charges d'exploitation	(1 280)	173	(4 892)	(2 681)
	(43 713) \$	(2 802) \$	(7 087) \$	(6 071) \$

Les produits d'intérêts reçus et comptabilisés pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2016 se chiffrent à 132 \$ (87 \$ en 2015) et 349 \$ (303 \$ en 2015), respectivement.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2016, les charges d'intérêts payées et passées en charges se chiffrent à 1 \$ (0 \$ en 2015) et 11 \$ (2 \$ en 2015), respectivement.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2016, la variation des clients et autres débiteurs exclut des montants de 15 386 \$ (6 504 \$ en 2015) et 19 979 \$ (10 934 \$ en 2015), respectivement, pour le financement public lié aux dépenses en immobilisations, puisqu'ils concernent des activités d'investissement.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2016, la variation des fournisseurs et autres créditeurs exclut des montants de 2 224 \$ (10 795 \$ en 2015) et 25 270 \$ (8 057 \$ en 2015), respectivement, pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles puisqu'ils concernent des activités d'investissement.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

(en milliers de dollars canadiens)

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2016, la variation du passif net au titre des avantages du personnel exclut un montant de 20 410 \$ (6 115 \$ en 2015), et 8 317 \$ (2 907 \$ en 2015), respectivement, relativement à la réévaluation des régimes à prestations définies présentée dans les autres éléments du résultat global, car les montants sont liés à une réévaluation sans effet sur la trésorerie.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2016, l'ACSTA a reçu des produits non monétaires de 0 \$ (36 \$ en 2015) et de 3 \$ (42 \$ en 2015), respectivement, liés à la sortie d'immobilisations corporelles, sous forme de notes de crédit d'un fournisseur.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2016, les virements hors trésorerie de pièces de rechange des immobilisations corporelles aux stocks ont totalisé 0 \$ (12 \$ en 2015) et 3 \$ (25 \$ en 2015), respectivement.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2016, les ajouts hors trésorerie de l'ACSTA aux avantages incitatifs à la location différés s'élevaient à 0 \$ (0 \$ en 2015) et à 9 \$ (0 \$ en 2015), respectivement.